

Accueil / France - Monde / Politique

Disparition des trésoreries dans le Lot-et-Garonne : la mairie de Nérac ne veut pas être complice



A la mairie de Nérac, la disparition programmée de la trésorerie reste en travers de la gorge DDM MORAD CHERCHARI

Publié le 17/07/2019 à 14:14 , mis à jour à 17:16



Politique, Société, Economie

En conseil municipal, mardi soir, les élus ont adopté à l'unanimité une motion portant sur la réforme de l'organisation du réseau des finances publiques dans le département.

MFS, ça sonne comme « et mes fesses ». De là à dire que la disparition programmée des trésoreries de proximité du Lot-et-Garonne fait mal au postérieur du maire de Nérac et de l'ensemble de son conseil municipal...

Dans le cadre de la réforme de l'état voulue par le gouvernement, le réseau des finances publiques sera prochainement réorganisé. Des Maisons France Service (MFS donc) devraient prochainement apparaître dans le paysage pour pallier l'absence de certains opérateurs ou services de l'État (Caf, Pôle emploi, MSA, Poste, etc.) en milieu rural.

Comme l'avait indiqué, le 7 juin dernier, le directeur général des finances publiques à la présidente du conseil départemental, Sophie Borderie, les points de contact de la DGFIP (Direction générale des finances publiques) devraient ainsi augmenter en Lot-et-Garonne en

passant de 10 à 21. « La réalité est tout autre », est-il écrit noir sur blanc dans une motion adoptée à l'unanimité, mardi soir, au conseil municipal de Nérac.

La réalité est que les trésoreries de Casteljaloux, Miramont, Monflanquin, Aiguillon et Nérac seraient fermés et remplacés par des permanences d'agents des fameuses MFS selon des modalités non connues à ce jour.

Lors de la présentation du projet de délibération, le maire néracais Nicolas Lacombe a expliqué les raisons de son agacement non sans rappeler qu'il y a quelques années le directeur général des finances publiques était venu négocier une baisse de 30 centimes d'euros sur le loyer de la perception de Nérac.

Il a aussi dit son étonnement d'avoir appris la nouvelle « par la bande ». Il n'a été informé par aucun courrier. Il a répété que le gouvernement n'a visiblement pas compris le sentiment d'abandon de beaucoup de citoyens. Enfin, il en est convaincu : ça ne marchera pas. Il sera compliqué d'avoir un rendez-vous et les usagers seront obligés de se rendre à Agen. Il a illustré son propos avec l'histoire de la borne installée après la fermeture du tribunal d'instance de Nérac. Elle n'a jamais fonctionné.

Une motion symbolique

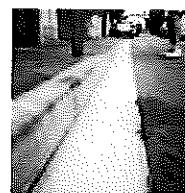
Les élus néracais ont parfaitement conscience que cette motion ne changera pas la donne mais, soulignent-ils d'une même voix, « ne pas se manifester revient à être complice ». Avec cette motion, ils veulent « réaffirmer l'attachement à la présence équilibrée sur tout le territoire de services publics de proximité et de qualité », « demander que le principe d'égalité des citoyens dans l'accès au service public des finances publiques soit préservé », « demander la préservation du maillage territorial existant dans notre département assorti d'une présence physique d'agents et d'horaires d'ouverture correspondant aux besoins de nos concitoyens » et, enfin, « exiger qu'une réelle concertation soit engagée avec l'ensemble des élus concernés ».



Bertrand Chomeil

Les plus de la semaine

- 1 Faits divers. Une mère de famille égorgée en pleine nuit à Toulouse à côté de chez elle



2

